

services que ces personnes ont rendus au Canada, je proposerais à mes honorables collègues de la gauche de ne plus dénoncer ces deux hommes qu'ils ont appuyés au début de leur carrière.

J'ai entendu les honorables députés de l'opposition dire qu'ils ne sont pas opposés à la nationalisation, qu'ils ont l'esprit large, et ainsi de suite. Toutefois, dans le comté de Waterloo, nul ne saurait occuper un poste public s'il n'est en faveur de l'exploitation par l'Etat.

M. COPP: Vous-même, qu'en pensez-vous?

M. HOCKEN: Moi, mais je suis le champion de la nationalisation dans la ville de Toronto. Tous vous diront qu'à part le rédacteur du "World" de Toronto, je suis celui qui a le plus travaillé au développement de la nationalisation en Canada. Je lui concède la paternité de cette politique mais je le suis de près. Mon attitude n'a rien d'équivoque. Toutefois, je ne saurais en dire autant des honorables députés de l'opposition. Ils font de leur mieux pour échapper aux responsabilités de leur conduite obscure touchant cette mesure. C'est peut-être de bonne politique; je ne suis pas assez versé dans l'art de la politique pour porter un jugement là-dessus.

M. McKENZIE: A-t-on jamais eu d'élection générale en Canada sur cette question de nationalisation?

M. HOCKEN: Pas d'élection générale mais certaines élections provinciales. En tout cas, voilà la question dont il s'agit aujourd'hui.

M. McKENZIE: Non pas.

M. HOCKEN: La question en jeu est de savoir si nous aurons la nationalisation des chemins de fer en Canada ou si nous rejeterons l'exploitation par l'Etat. Les motifs de ceux qui soulèvent des points techniques et discutent des questions secondaires sont aussi connus des contribuables que des membres de la Chambre. Je n'aime pas qu'un homme souffle le chaud et le froid; les Laodicés me répugnent. Il faut qu'un homme s'affirme dans un sens ou dans l'autre, et qu'il ait le courage de ses convictions. Que mes honorables collègues de la gauche qui sont en faveur de la nationalisation se lèvent et le déclarent franchement.

Il existe, dans le pays, des intérêts puissants opposés à la nationalisation des chemins de fer. Ces intérêts sont groupés en grande partie à Montréal. S'il faut juger de l'attitude des intéressés par le ton de la

[M. Hocken.]

presse de Montréal, on ne trouverait en cette ville que fort peu d'amis de la nationalisation. J'ignore si cela explique la conduite des honorables membres de la gauche.

Dans la province d'Ontario, à proprement parler de la rivière Ottawa à la rivière Saint-Clair et au nord de la baie James jusqu'aux confins des régions habitées, les habitants sont favorables à l'exploitation par l'Etat et à la nationalisation des chemins de fer.

Nous regrettons que le Nord-Canadien nous ait coûté tant d'argent et que ce chemin de fer n'ait pas atteint la limite que nous espérions. Cependant, nous sommes d'avis qu'il n'y a rien autre chose à faire aujourd'hui que de le mettre à la charge de l'Etat, l'établir sur des bases solides et en faire l'exploitaiton. Le jour n'est pas loin, croyons-nous, où cette voie ferrée nous rapportera des profits.

Nos chemins de fer, si je comprends bien, doivent être à l'abri de toute ingérence politique. La conduite adoptée par le Gouvernement dans ce but est la meilleure. Mon opinion est que les administrateurs que l'on a placés à la tête de cette exploitaiton travailleront dans l'intérêt du pays.

M. McMASTER: Mon honorable collègue connaît-il ces administrateurs en qui il a tant foi?

M. HOCKEN: Je ne les connais pas tous personnellement, mais je connais ceux qui sont aux principaux postes. Ce sont des hommes de chemin de fer experts et j'ai une haute estime de leurs capacités et de leur intégrité.

M. EULER: L'honorable député sait-il si ces personnes sont partisans de la nationalisation?

M. HOCKEN: Ils ont accepté un poste de confiance du public et je suis certain qu'ils s'acquitteront de leurs devoirs avec la même fidélité que l'honorable député observe son mandat.

M. McMASTER: Je ferai remarquer, si on me le permet, que c'est là une réponse à la Laodicé.

M. HOCKEN: Non pas; c'est une réponse sans ambages. Ils feront leur devoir envers le pays aussi fidèlement que lord Shaughnessy s'acquitte du sien à l'égard du Pacifique-Canadien. Le Gouvernement a choisi l'homme de l'emploi pour président de ce chemin de fer. Il en faisait partie au début, a pris part aux diverses phases de son développement et on connaît tous les détails de l'exploitation. Ses associés